

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 30346**

### Intitulé

MASTER : MASTER Droit Privé

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Paris 8 - Vincennes-Saint-Denis	Présidente de l'Université Paris VIII

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1969)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le Master Droit Privé permet aux étudiants d'accéder à des professions juridiques et judiciaires. Les deux parcours sont proposés dans le cadre de ce Master:

- Droit privé approfondi, qui propose deux spécialisations : le droit des affaires et de la fiscalité et le droit des personnes, de la famille et du patrimoine
  - Droit processuel
- Compétences ou capacités attestées
- Informer et conseiller sur des questions du droit des affaires et de la fiscalité et du droit des personnes, de la famille et du patrimoine et les risques encourus
  - Diagnostiquer les difficultés d'ordre juridique, comptable, financier et fiscal
  - Expertiser et suivre les litiges
  - Accompagner les entreprises dans l'élaboration des statuts juridiques d'une société et mener à bien l'ensemble des démarches administratives, juridiques et financières, sociales et comptables, notamment auprès des Centres de Formalités des Entreprises (CFE)
  - Définir les éventuels règlements intérieurs de société et les pactes extra statutaires : pactes de préférence, pactes d'inaliénabilité, conventions de vote, convention de portage
  - Préparer et suivre les phases des assemblées générales ordinaires et/ou extraordinaires des sociétés
  - Suivre les dossiers posant des difficultés d'ordre juridique et fiscal, en particulier dans les opérations de restructuration
  - Conseiller et accompagner toutes les opérations de dissolution, de liquidation et de partages
  - Gérer les procédures de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires
  - Gérer le contentieux familial international et européen
  - Élaborer des projets d'action dans le domaine de l'assistance aux personnes vulnérables et en droit pénal des mineurs
  - Conseiller sur le choix d'un régime matrimonial
  - Réaliser les opérations de liquidation d'un régime matrimonial et d'une succession
  - Maîtriser les aspects fiscaux et sociaux de la famille
  - Apprécier la conformité des textes nationaux au regard des instruments internationaux garantissant des droits de l'Homme
  - Connaître et appliquer des règles tirées d'ordres juridiques étrangers : droit musulman, droit des pays européens
  - Accompagner des personnes physiques ou morales sur les questions contentieuses au niveau national et international
  - Traiter un contentieux devant les juridictions internes, européennes et internationales
  - Maîtriser la technique de la plaidoirie, identifier les arguments juridiques susceptibles de faire triompher la partie représentée
  - Maîtriser les règles de droit applicables en matière de procédure pénale
  - Rédiger de manière approfondie ou synthétique des notes ou des rapports à caractère juridique nécessaires au suivi des dossiers
  - Traiter et analyser des données, utiliser les bases de données juridiques en usage chez les professionnels du droit : Légifrance, LexisNexis JurisClasseur (Juris-Data), Lamyline, Lexbase et Westlaw etc.

### Compétences transversales

- Maîtriser les techniques de recherche juridique, scientifique et technologique
- Assurer une veille juridique en droit des affaires, en droit processuel et en droit pénal
- Établir un diagnostic de la situation (en contexte national, régional ou international) à partir de l'analyse des données économiques, démographiques, sociales
- Gérer et accompagner les étapes de la création d'une société
- Conseiller dans l'élaboration des contrats
- Rédiger des clauses en langue française et anglaise

### Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

M – Activités spécialisées, scientifiques et techniques

O – Administration publique

S – Autres activités de services

Le titulaire du Master Droit Privé peut exercer au sein de :

- Cabinets d'avocats ;
  - Petites, Moyennes et Grandes entreprises;
  - Cabinets d'audit et de certification des comptes;
  - Sociétés d'assurances;
  - Banques et établissements de crédit;
  - Cabinets d'administrateurs judiciaires et de mandataires judiciaires ;
  - Offices de notaires;
  - Cabinets d'huissiers de justice ;
  - Agences immobilières;
  - Associations, particulièrement celles intéressées par la défense des intérêts des étrangers, des femmes, des enfants et plus généralement des personnes vulnérables.
  - Structures spécialisées en protection de l'enfance et adolescence ;
  - Police et gendarmerie
- Type d'emplois accessibles :
- Juriste d'entreprise
  - Médiateur judiciaire ou pénal
  - Conciliateur de justice
  - Contrôleur adjoint de gestion
  - Conseiller juridique
  - Directeur juridique, directeur général
  - Chef de service juridique
  - Chef de service contentieux
  - Expert juridique

#### Codes des fiches ROME les plus proches :

**K1903** : Défense et conseil juridique

**K1902** : Collaboration juridique

**K1901** : Aide et médiation judiciaire

#### Modalités d'accès à cette certification

##### Descriptif des composantes de la certification :

Le Master droit privé comporte un important tronc commun de matières qui doivent être suivies par les étudiants des deux spécialisations. Ces matières jugées fondamentales sont divisées en plusieurs UE.

En Master 1, les matières centrales du Droit des affaires (droit des sociétés approfondi, droit du crédit, droit des instruments de paiement, droit des entreprises en difficulté) et du Droit civil (Droit patrimonial de la famille, régime général de l'obligation) sont dispensées.

Ces enseignements, qui sont au cœur du droit privé et dont la dimension est avant tout interne, sont complétés par une UE de Droit international qui ouvre les étudiants à la dimension transfrontière et « mondialisée » du droit. Ils sont familiarisés à la gestion des situations juridiques privées présentant un élément « d'internationalité » grâce à un enseignement de Droit international privé général.

En Master 2, la spécialisation des étudiants en « Droit des affaires et fiscalité » ou « Droit des personnes, de la famille et du patrimoine » est renforcée par rapport au Master 1, mais le tronc commun reste conséquent.

##### Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Enseignants du Master et un professionnel
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	Enseignants du Master et un professionnel
En contrat de professionnalisation	X	Enseignants du Master et un professionnel
Par candidature individuelle	X	Enseignants du Master et un professionnel
Par expérience dispositif VAE	X	Enseignants du Master et un professionnel

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

**Base légale****Référence du décret général :**

Arrêté du 25 avril 2002 relatif au master

Arrêté du 22 janvier 2014 relatif au cadre national des formations

**Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :**

Arrêté d'habilitation du 8 juillet 2015

**Référence du décret et/ou arrêté VAE :****Références autres :****Pour plus d'informations****Statistiques :****Autres sources d'information :**

<http://www.univ-paris8.fr/Master-Droit-prive-approfondi>

<http://www.univ-paris8.fr/Master-Droit-processuel>

**Lieu(x) de certification :**

Université Paris 8 - Vincennes-Saint-Denis : Île-de-France - Seine-Saint-Denis (93) [Saint-Denis]

**Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :****Historique de la certification :**